

Rapport annuel 2015

Sur l'Initiative de l'Office franco-allemand pour la Jeunesse (OFAJ) en Europe du Sud-Est



Cérémonie de clôture des 15 ans de l'Initiative à la bibliothèque nationale Vijećnica de Sarajevo
© Frank Morawietz

Sommaire

- 1 Introduction
- 2 Le contexte politique
- 3 Les principes du développement de l'Initiative en Europe du Sud-Est
- 4 Les 15 ans de l'Initiative en Europe du Sud-Est
- 5 Exemple de projet
- 6 L'Office régional de coopération pour la Jeunesse - Regional Youth Cooperation Office (RYCO)
- 7 Perspectives 2016

1 Introduction

Depuis l'année 2000, l'Office franco-allemand pour la Jeunesse (OFAJ) et ses partenaires s'engagent dans les Balkans au sein de l'Initiative pour l'Europe du Sud-Est. C'est dans ce cadre qu'ils promeuvent activement le dialogue pacifique, démocratique et européen entre les jeunes citoyennes et citoyens, contribuent à l'émergence de la société civile en Europe du Sud-Est et favorisent la coopération concrète entre des jeunes de France, d'Allemagne et des pays des Balkans occidentaux.

A l'occasion du sommet franco-allemand qui s'est tenu à Mayence le 9 juin 2000, le gouvernement français et le gouvernement allemand « ont invité l'OFAJ (...) à développer ses activités dans l'Europe du Sud-Est et à renforcer à l'avenir ses programmes d'échanges trilatéraux dans cette région, comme il a su le faire avec les pays d'Europe centrale et orientale. L'OFAJ doit mettre en place une coopération à long terme avec des partenaires de l'Europe du Sud-Est pour aider au renforcement des mouvements associatifs et éducatifs et des organisations locales de jeunesse. Cette coopération contribuera à ce que les citoyens de tous nos pays développent entre eux une connaissance réciproque et un dialogue respectueux de la culture de l'autre, dans un esprit européen de tolérance et de fraternité. » 15 ans plus tard, force est de constater que les attentes ont été non seulement en grande partie remplies, mais aussi surpassées si l'on considère la création de RYCO qui se réfère explicitement au modèle de la réconciliation franco-allemande par le biais des échanges de jeunes.

Nombre de participants

En tout, 1.491 jeunes ont pris part, en 2015 dans le cadre de l'Initiative, à des programmes d'échanges trilatéraux en France, en Allemagne et en Europe du Sud-Est. Cette performance est à inscrire en premier lieu à l'actif des organisations partenaires de l'OFAJ en France, en Allemagne et dans les Balkans occidentaux, dont le réseau a d'ailleurs pu continuer à se renforcer.

Groupe cible

L'Initiative de l'OFAJ en Europe du Sud-Est s'adresse aussi bien à de jeunes citoyens¹ de France et d'Allemagne que de Macédoine, du Kosovo, de Serbie, de Bosnie-Herzégovine et de Croatie qui s'engagent ou souhaitent s'engager à l'avenir, sur le plan politique ou au niveau de la société civile, en faveur de la démocratisation des Balkans occidentaux, qui résistent au climat nationaliste et xénophobe comme à l'apathie politique et qui sont désireux de faire avancer (dans des conditions difficiles) l'idée européenne et la démocratie en Europe du Sud-Est.

Renforcement de la coopération régionale

La coopération régionale et la question de la réconciliation sont d'une importance capitale dans les Balkans occidentaux. L'Initiative de l'OFAJ tente, partout où cela est possible et a du sens, de travailler avec des organisations en Europe du Sud-Est qui sont elles-mêmes actives dans des réseaux au niveau de la région et agissent de manière transfrontalière afin de soutenir et de renforcer ces structures de la société civile. Aussi, certains programmes d'échanges sont sélectionnés pour être conduits sur une échelle multilatérale (par exemple des rencontres franco-germano-serbo-kosovares ou franco-germano-serbo-croates). Une attention particulière est accordée aux programmes impliquant des organisations croates dans la mesure où la Croatie, en sa qualité de plus ré-

1 Afin de ne pas nuire à la fluidité du texte, seule la forme masculine sera employée, mais elle sous-entend constamment et au même titre la forme féminine.

3 / 16

cent Etat membre de l'UE sert de passerelle importante (notamment interculturelle) entre l'UE et les pays des Balkans occidentaux comme en témoigne depuis 2015 son ancrage solide dans les projets avec l'Europe centrale et orientale et l'Europe du Sud-Est.

Par la continuité et la diversité de ses programmes, de ses méthodes et des partenaires impliqués, l'Initiative en Europe du Sud-Est a permis (dans la mesure de ses possibilités) de renforcer la coexistence pacifique, la démocratie et le pluralisme dans la région, notamment grâce au contenu de ses nombreux projets – traitant de thématiques telles que le rapport à l'Histoire, le processus d'intégration européenne ou d'autres questions politiques actuelles comme par exemple le traitement des crimes de guerre, le sujet controversé de la construction identitaire sur le plan national ou la mise en place ciblée d'échanges dans des régions détenant encore un fort potentiel de conflit (par exemple le Nord du Kosovo).

Les 15 ans de l'Initiative en Europe du Sud-Est

Depuis le lancement de l'Initiative, environ 10.500 adolescents, jeunes adultes et multiplicateurs de France, d'Allemagne et des pays de l'ex-Yougoslavie ont :

- appris ensemble et échangé leurs expériences et leurs points de vue sur les questions de société les plus diverses
- découvert et mené une réflexion sur la culture de l'Autre ainsi que sur leur propre culture dans les programmes interculturels
- appréhendé des aspects politiques, économiques, sociaux et historiques de la France, de l'Allemagne et de l'Europe du Sud-Est (dans un contexte européen)
- dans de nombreux cas, présenté publiquement les résultats de leurs discussions et de leurs travaux et par là, agi sur l'opinion publique.

En 2015, la célébration du quinzième anniversaire de l'Initiative en Europe du Sud-Est a revêtu une importance particulière. A cette occasion, l'OFAJ a invité environ 50 représentants de ses organisations partenaires à une conférence régionale à Sarajevo afin, d'une part, d'entreprendre un examen critique et rétrospectif des programmes réalisés ces dernières années et d'autre part, de développer de nouvelles perspectives de coopération.

Conformément à la mission qui lui a été confiée par les deux gouvernements, l'Initiative de l'OFAJ en Europe du Sud-Est a fortement contribué ces 15 dernières années à la mise en réseau d'organisations partenaires de la société civile en France, en Allemagne et dans les Balkans occidentaux, qui développent dans l'intervalle des projets communs en dehors des programmes OFAJ. Au-delà de cette mission, l'Initiative a su rendre visible en Europe du Sud-Est, en France et en Allemagne la plus-value que représentent pour l'Europe les relations franco-allemandes d'un point de vue politique et aussi très concret en servant d'inspiration politique et méthodologique au processus de réconciliation qui se dessine clairement entre les citoyennes et citoyens des Balkans occidentaux.

Le processus de création de l'Office régional de coopération pour la Jeunesse (Regional Youth Cooperation Office)

Suite au sommet des Balkans occidentaux tenu à Vienne en août 2015 qui a abouti à la signature d'un accord commun par les Premiers ministres des pays représentés, l'OFAJ a pris en charge le rôle de modération dans le processus de création d'un Office régional

4 / 16

de coopération pour la Jeunesse (RYCO) et joué un rôle primordial dans la réalisation de cet accord.

2 Le contexte politique

En 2003, lors du sommet de Thessalonique, l'UE a déclaré que l'avenir des pays des Balkans occidentaux se trouvait en son sein. Le respect de cette promesse demeure l'objectif politique de la France, de l'Allemagne et de l'UE de façon à ce que cette région d'Europe soit durablement pacifiée et stabilisée.

Une décennie après la fin des guerres en ex-Yougoslavie, la région est relativement stable. Il n'y a aucun conflit armé et partout se tiennent des élections libres même si elles ne correspondent pas toujours aux standards démocratiques.

Parallèlement, la région est confrontée à des défis ardues (exemples) :

- Douze ans après le sommet de Thessalonique, à part la Croatie qui a rejoint l'Union, aucune date concrète d'entrée dans l'UE n'est en vue et il semblerait que le processus d'intégration des Balkans occidentaux se ralentisse plus qu'il ne s'accélère. A cela s'ajoutent des signaux très clairs de lassitude vis-à-vis de l'Europe et de scepticisme chez de nombreux Etats membres quant à l'entrée de nouveaux pays. La crise politique qui traverse l'Union européenne et qui est nettement perçue dans la région contribue à la stagnation et au découragement. La promesse politique de Thessalonique n'est souvent plus considérée que comme un effet d'annonce.
- Le développement démocratique est plutôt en recul dans certains pays des Balkans occidentaux à l'exception d'une société civile souvent compétente et extraordinairement engagée, mais encore faiblement qualifiée. La situation est marquée par une carence en matière de liberté et de pluralité de la presse, par des relations interethniques enlisées qui restent de fait non résolues et par plusieurs déficits surtout dans le domaine de l'Etat de droit, de la justice, de la séparation des pouvoirs et des questions liées aux droits humains.
- La corruption, la mauvaise gouvernance et un fort clientélisme politique (ethnique) pèsent lourdement sur les efforts de transformation.
- La situation économique déplorable et en particulier le chômage de masse qui touche les jeunes générations sont inquiétants et entravent la poursuite de la démocratisation dans la région.
- Les questions et les problèmes bilatéraux non résolus (par exemple entre la Serbie et le Kosovo) affectent les possibilités de coopération régionale.

Les instruments de la conditionnalité et l'aide technique mis en œuvre jusqu'à présent ne suffisent pas à encourager les réformes nécessaires à une entrée dans l'UE. La promotion de la démocratisation, du pluralisme, de l'Etat de droit, de la liberté d'opinion et de la presse, de l'Etat de droit ainsi que le respect des droits humains restent au cœur de la coopération avec les pays des Balkans occidentaux et ces efforts devraient selon nous être renforcés.

En outre, il apparaît nécessaire de conduire un dialogue sur l'importance politique des acquis communautaires qui sont souvent vus comme une condition préalable d'ordre technique (sans impact politique réel sur la démocratie et l'Etat de droit). Des pro-

5 / 16

grammes d'éducation politique en particulier en direction des élites devraient être intensifiés.

Le processus de Berlin enclenché en 2014 a contribué à améliorer la dynamique de la coopération régionale et, en tant qu'instrument supplémentaire, va dans le bon sens. Le projet d'élaboration d'un Office commun pour la Jeunesse (RYCO) né dans ce cadre est encourageant et montre à l'exemple du secteur jeunesse comment, à l'aide de projets concrets de coopération, le dialogue politique nécessaire dans la région peut être renforcé et approfondi.

Ce contexte signifie que, dans le cadre de l'Initiative de l'OFAJ en Europe du Sud-Est, nous devons axer notre travail sur certains thèmes (en concertation avec le Ministère des Affaires étrangères et son homologue allemand, Auswärtiges Amt) :

- Le renforcement de la démocratie, des droits humains et de l'engagement citoyen
- Le traitement de l'Histoire en et de l'Europe
- Le renforcement de la coopération régionale
- La promotion de la compétence interculturelle
- Le débat sur l'idée européenne et l'avenir de l'Europe

Ces thématiques et les instruments méthodologiques qui en découlent dans les programmes d'échanges bi- et multilatéraux continuent à déterminer le profil de l'Initiative en Europe du Sud-Est. En même temps, ils reflètent la diversité des compétences de nos organisations partenaires dans les Balkans occidentaux, en France et en Allemagne.

3 Les principes du développement de l'Initiative en Europe du Sud-Est

Le contexte dans lequel s'inscrit l'action de l'Initiative en Europe du Sud-Est représente un défi politique, souvent aussi logistique et interculturel. Il exige une planification et une réalisation attentive de nos projets qui ont lieu dans une région d'après-guerre où les conflits interethniques, une conjoncture politique difficile pour nos partenaires de la société civile, un niveau de démocratisation et de primauté du droit réduit ainsi qu'une forte politisation (émotionnelle) de toutes les questions d'ordre politique et sociétal sont à l'ordre du jour. Divers paramètres expliquent jusqu'à ce jour l'évolution de l'Initiative en Europe du Sud-Est.

Tout d'abord, ils sont le résultat du travail multiple et engagé qu'ont mené nos organisations partenaires et les équipes responsables dans les séminaires. Par ailleurs, les facteurs suivants ont favorisé de manière déterminante le développement de l'Initiative :

- Le profil politique des programmes

Les thèmes prioritaires des programmes d'échanges réalisés dans le cadre de l'Initiative en Europe du Sud-Est répondent aux interrogations, aux besoins et à la réalité quotidienne des jeunes vivant dans cette partie du continent et concernent également des sujets tabous. Ils rendent tangible la plus-value des relations franco-allemandes pour la région. Ainsi sont abordés des thèmes tels que la réconciliation, la coopération transfrontalière, le traitement de l'Histoire, le rôle de la société civile (notamment dans les processus de réconciliation), la démocratie et le pluralisme et surtout, l'Europe du futur avec ses opportunités pour les jeunes citoyens (des emplois, la prospérité et la vie dans des sociétés libres). La transmission de la compétence interculturelle comme compé-

6 / 16

tence-clé pour la coopération en Europe constitue à la fois la base de notre travail et un sujet transversal.

- **L'importance des projets pilotes dans le cadre de l'Initiative en Europe du Sud-Est**

L'environnement politique délicat en Europe du Sud-Est et le traitement nécessairement très prudent de certains thèmes (par exemple le traitement des crimes de guerre / le dialogue serbo-kosovar dans le Nord du Kosovo) ont amené les projets pilotes à devenir un instrument important de l'Initiative de l'OFAJ dans les Balkans occidentaux. Les expériences réalisées ne sont pas seulement bénéfiques pour tous les partenaires en les motivant à poursuivre de tels projets, mais elles permettent également d'envoyer dans la région des signaux politiques tangibles en faveur du dialogue.

- **Les groupes cibles de l'Initiative en Europe du Sud-Est**

L'Initiative de l'OFAJ en Europe du Sud-Est s'adresse explicitement à de jeunes citoyennes et citoyens des Balkans occidentaux qui s'engagent ou souhaitent s'engager à l'avenir en faveur de l'essor démocratique dans leur région, que ce soit sur le plan politique et/ou au niveau de la société civile, afin de résister au climat nationaliste et xénophobe comme à l'apathie politique ambiante et de faire avancer l'idée européenne et la démocratie en Europe du Sud-Est.

- **La concertation avec les ambassades en Europe du Sud-Est**

L'Initiative de l'OFAJ en Europe du Sud-Est a toujours agi en concertation étroite avec les ambassades de France et d'Allemagne dans les pays des Balkans occidentaux. L'information régulière et l'implication de ces dernières dans les activités de l'Initiative sont d'une importance cruciale. Cela permet à l'OFAJ de mieux coordonner son travail dans la région et de réaliser des actions conjointes sur certaines thématiques ou à des occasions particulières. Cette coopération fournit à nos participants des interlocuteurs engagés et intéressants au niveau des ambassadeurs ou des attachés culturels. Elle représente également une source essentielle pour l'analyse politique de chaque pays en complément de la liste de conseillers politiques issus de nos organisations partenaires ou d'autres personnalités d'organisations gouvernementales et non gouvernementales.

- **Renforcement du budget par l'acquisition de fonds supplémentaires**

Encouragés par nos expériences de 2014, nous avons acquis des moyens supplémentaires en plus des fonds spéciaux limités dont nous disposons, d'une part grâce à des coopérations institutionnelles et d'autre part, à l'aide d'une demande de financement auprès de fondations et du monde économique. Cela s'avère nécessaire afin de pouvoir soutenir des programmes d'échanges qui ont fait leurs preuves et de financer des projets pilotes ainsi que de nouveaux partenaires. La prospection de fonds additionnels par nos organisations partenaires en Europe du Sud-Est a aussi pu s'intensifier.

4 Les 15 ans de l'Initiative en Europe du Sud-Est

A l'occasion du quinzième anniversaire de l'Initiative en Europe du Sud-Est, l'OFAJ a invité 50 de ses partenaires de France, d'Allemagne et des Balkans occidentaux à la conférence organisée à Sarajevo du 7 au 12 juin 2015 et intitulée « Oser plus de dialogue... - Renforcer les rencontres interculturelles de jeunes dans les Balkans occidentaux ». Cette conférence régionale avait pour but, d'une part, de tirer un bilan critique

7 / 16

des programmes réalisés ces dernières années et, d'autre part, de développer de nouvelles perspectives de coopération.

Les participantes et participants de la conférence ont discuté de questions d'avenir et des perspectives de dialogue en Europe ainsi que des relations politiques de la France et de l'Allemagne avec les pays des Balkans occidentaux.

Ils ont eu, dans le cadre de différents ateliers, un échange portant sur des questions politiques et méthodologiques actuelles et pertinentes pour les programmes de rencontres ainsi que sur des méthodes innovantes dans le travail interculturel de jeunesse. Ainsi le scribing a-t-il permis d'introduire une nouvelle forme de représentation et de visualisation des processus de séminaire ; les ateliers « Internet Marketing » et « Selling ideas, buying communities » se sont eux penchés sur le recrutement de participants par voie numérique et sur le renforcement de la participation et de la présentation efficace de résultats par l'utilisation des nouveaux médias.

Dans 6 ateliers au total ont été traitées des questions politiques et des thématiques de mise qui revêtent une importance cruciale dans les programmes multilatéraux.

- Le « Design thinking » pour la société civile et les jeunes entrepreneurs sociaux
- Les rencontres internationales de jeunes et le travail de mémoire
- La liberté des médias dans les sociétés pluralistes
- Racisme, populisme et renationalisation / Défis dans nos sociétés
- Des valeurs et des principes communs pour l'Europe ? – Le débat sur l'avenir de l'Europe dans nos sociétés
- Le rôle de la religion dans les sociétés européennes laïques

En outre, un groupe de jeunes de Macédoine, du Kosovo, de Serbie et de Bosnie-Herzégovine a conduit son propre séminaire durant la conférence afin d'éclairer les thématiques du point de vue des jeunes. Au terme de nombreux entretiens et débats, ils se sont finalement mis d'accord sur quelques revendications : la création d'un office régional pour la jeunesse est une nécessité afin de promouvoir la mobilité des jeunes et de leur permettre des expériences directes avec une autre culture. Par ailleurs, les hommes politiques devraient davantage prêter l'oreille aux jeunes voix critiques et dialoguer plus fréquemment avec des citoyennes et citoyens. La question du traitement de la fuite et de la migration constitue un problème européen urgent. Les jeunes veulent donc se voir comme membres d'une société civile européenne basée sur les droits humains et reposant sur la solidarité, la tolérance et l'acceptation mutuelle à titre de valeurs fondamentales.

(Un rapport détaillé du groupe des *Jeunes penseurs* se trouve en annexe.)

8 / 16

Béatrice Angrand et Markus Ingelath, les Secrétaires généraux de l'OFAJ à la cérémonie de clôture Cérémonie de clôture des 15 ans de l'Initiative à la bibliothèque nationale Vijećnica de Sarajevo.



© DFJW/OFAJ

5 Exemple de projet

"Une justice sans réconciliation ? – Les crimes de guerre et les procès pour crimes de guerre en Europe depuis 1945 »

L'Initiative en Europe du Sud-Est a conduit pour la première fois en 2015 un séminaire avec des étudiants de Serbie, du Kosovo, de France et d'Allemagne sur le thème délicat d'*Une justice sans réconciliation* qui avait déjà fait l'objet de rencontres en 2013 et en 2014 entre des jeunes de France, d'Allemagne, de Serbie et de Croatie.

La contextualisation élargie à un niveau européen des crimes de guerre et des procès pour crimes de guerre, seulement possible dans un séminaire multilatéral, permet dans une large mesure une discussion factuelle entre les participants serbes et kosovars.

Ces dernières années, la question du traitement de l'Histoire est devenue prioritaire dans les activités de l'Initiative en Europe du Sud-Est. En effet, elle revêt d'après nous une importance cruciale dans les Balkans occidentaux car elle conditionne de manière déterminante le futur processus de réconciliation et l'acceptation de la démocratie et de l'Etat de droit.

Le sujet central du projet était l'impact ou la signification des procès pour crimes de guerre en Europe après 1945, l'attention étant focalisée sur le travail de réflexion historique, la consolidation et la réconciliation. Le projet n'avait pas pour objectif de trouver des réponses uniques, mais plutôt d'ouvrir un débat et de se pencher intensivement sur ce thème. Le programme comprenait des présentations, un travail en petits groupes, des excursions dans des lieux de mémoire et des institutions juridiques ainsi que des discussions en plénière. Ont été abordés aussi bien les crimes de guerre historiques que le développement et l'application du droit pénal. Il en a résulté d'un côté un regard critique sur la façon dont les Allemands ont traité le passé nazi et, de l'autre côté, une thématisation des conflits de mémoire en France (par exemple le rapport à l'histoire coloniale française) ainsi que les difficultés du traitement juridique des guerres en Yougoslavie tout comme leur représentation médiatique, ce qui a joué un grand rôle pour les participants de Serbie et du Kosovo.

Le groupe a accueilli ces réflexions avec grand intérêt et a participé vivement aux discussions. Ainsi a pu avoir lieu un échange d'égal à égal.

(Un rapport détaillé du Max-Mannheimer-Studienzentrum se trouve en annexe.)

6 Regional Youth Cooperation Office (RYCO) – Office régional de coopération pour la Jeunesse

A l'occasion du premier sommet des Balkans occidentaux en août 2014 à Berlin, le Premier ministre de Serbie, M. Vučić et son homologue albanais M. Rama ont réaffirmé leur volonté politique de créer un Office bilatéral serbo-albanais pour la Jeunesse. Suite à cette déclaration, la Secrétaire générale de l'OFAJ, Madame Béatrice Angrand et le Secrétaire général de l'OFAJ, Monsieur Markus Ingenlath ainsi que Frank Morawietz, chargé de mission en Europe du Sud-Est ont été invités à des entretiens de consultation avec les deux Premiers ministres en février 2015.

Lors de ces entretiens qui se sont déroulés à Belgrade le 19 février et à Tirana le 20 février, les Secrétaires généraux ont discuté avec les Premiers ministres des perspectives possibles de création d'un Office balkanique pour la Jeunesse visant à subventionner les échanges de jeunes entre les deux pays et dans la région.

Madame Béatrice Angrand et Monsieur Markus Ingenlath ont félicité les deux Premiers ministres de leur intention de promouvoir dans un esprit européen les échanges de jeunes dans la région et ainsi, au-delà des rencontres elles-mêmes, d'envoyer un signal important en faveur du développement européen et pacifique de cette partie du continent. Dans les deux entretiens, la volonté politique et innovatrice avec laquelle les deux gouvernements entendaient concrétiser cette initiative s'est fait clairement ressentir.

Les Secrétaires généraux ont toutefois exprimé leur conviction que cette initiative devait rester dès le début ouverte à la participation des autres voisins de la région. D'après eux, il s'avérait utile de s'appuyer sur les expériences et les programmes d'échange de la société civile déjà existants au niveau européen et régional et notamment de promouvoir les échanges scolaires entre leurs pays afin de maximiser l'impact durable de l'initiative. Les Premiers ministres de Serbie et d'Albanie ont demandé à l'OFAJ son conseil et son soutien pour la suite des opérations. En plus des deux entretiens, les Secrétaires généraux de l'OFAJ ont discuté avec le Premier ministre kosovar au sujet d'une participation éventuelle du Kosovo à un Office régional pour la Jeunesse.

Suite à ces rencontres, l'OFAJ a invité sept représentants des ministères de la Jeunesse d'Albanie, de Bosnie-Herzégovine, du Kosovo, de Croatie, de Macédoine, du Monténégro et de Serbie à la conférence régionale organisée à l'occasion du quinzième anniversaire de l'Initiative en Europe du Sud-Est à Sarajevo du 7 au 12 juin. L'objectif de cette invitation était de donner l'opportunité aux émissaires opérationnels des ministères de la Jeunesse de s'informer auprès des partenaires de l'OFAJ – représentant environ 50 organisations de la société civile de France, des Balkans occidentaux et d'Allemagne – au sujet des expériences du travail interculturel de jeunesse réalisées dans le cadre de programmes d'échanges de jeunes subventionnés par un Office. L'occasion a été grandement saisie aussi bien dans les moments formels qu'informels du programme. Lors de l'évaluation qui a suivi, les envoyés des ministères ont souligné leur intérêt et la nécessité d'un voyage d'études (*fact-finding mission*) permettant d'approfondir au moyen de rencontres institutionnelles les enseignements tirés des discussions.

Voyage d'études

En préalable au sommet des Balkans occidentaux à Vienne en août 2015 qui a vu la signature, par les Premiers ministres des 6 pays représentés (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Kosovo, Macédoine, Monténégro et Serbie) de la déclaration commune portant sur la création de « l'Office régional de coopération pour la Jeunesse des Balkans occidentaux » (Regional Youth Cooperation Office of the Western Balkans - RYCO), l'OFAJ a donc organisé un voyage d'études (*fact-finding mission*) d'une semaine à Paris,

10 / 16

à Berlin et à Vienne. L'objectif de ce voyage d'études avec des représentants des ministères de la Jeunesse d'Albanie, du Kosovo, de Monténégro et de Serbie était de collecter des idées et des expériences sur le profil potentiel d'un futur Office balkanique pour la Jeunesse. A cet effet, les envoyés des ministères ont conduit des entretiens avec l'Office germano-polonais pour la Jeunesse, l'association Tandem – Centre de coordination des échanges de jeunes germano-tchèques – l'ancien Secrétariat aux affaires de la jeunesse dans la région de la Mer baltique (*Ostseesekretariat*), l'Office franco-québécois pour la Jeunesse, l'OFAJ, des représentants de la société civile, du Bundesjugendring et de fondations ainsi que des émissaires du gouvernement français, allemand et autrichien.



Première réunion en Juin 2015: Voyage d'études

© Bujar Luma

Déjà à ce moment-là, il est apparu clairement à quel point la participation active de la société civile et l'indépendance institutionnelle seraient importants pour la réussite de la conception et de l'action d'un Office balkanique pour la Jeunesse.

Les expériences réalisées pendant ce voyage d'études ont finalement débouché sur un accord paraphé par les Premiers ministres des Balkans occidentaux lors du sommet de Vienne en août 2015. Dans ce document, les Premiers ministres ont souligné la volonté politique de création d'un Office régional de coopération pour la Jeunesse (Regional Youth Cooperation Office - RYCO), décidé la mise en place d'un groupe de travail et prié l'OFAJ de l'animer et de le soutenir techniquement.

Elles se sont également répercutées sur la composition du groupe de travail RYCO réunissant ainsi six envoyés des ministères de la Jeunesse et six représentants de la société civile des pays des Balkans occidentaux impliqués. Seule la Bosnie-Herzégovine a dépêché trois émissaires dont un représentant du gouvernement central et une personne mandatée par le gouvernement de la Republika Srpska. Leur mandat consistait à élaborer des propositions concrètes d'ici le 1^{er} mars 2016 en ce qui concerne le futur profil, la structure, les activités et le financement de RYCO. Conformément à la déclaration commune du 27 août 2015, l'OFAJ a pris en charge l'animation et l'accompagnement technique du groupe de travail.

Celui-ci s'est en tout retrouvé à quatre reprises entre novembre 2015 et février 2016 à Berlin, Tirana, Sarajevo et Belgrade afin de préparer les documents correspondants. Les résultats intermédiaires ont été soumis entre chaque rencontre aux gouvernements et aux représentants de la société civile dans le souci de parvenir à un large consensus. La société civile de chaque pays impliqué a organisé de son côté une série de « consulta-

11 / 16

tions nationales » pour recueillir des suggestions supplémentaires à l'adresse du groupe de travail RYCO.

Par ailleurs, l'équipe de modération a mis en place un « Focus Group » composé de représentants choisis de structures de la société civile et de personnalités des Balkans occidentaux afin de rassembler d'autres remarques et propositions à ajouter aux documents RYCO.

Cette démarche s'est avérée compliquée, mais elle a permis un niveau élevé de consensus et une large participation au niveau des résultats obtenus.

Afin d'assurer une transparence maximale du groupe de travail, tous les résultats intermédiaires, les rapports et autres documents ont été et restent disponibles sur Internet : <http://rycowesternbalkans.org>.

La coopération au sein du groupe de travail RYCO

La coopération au sein du groupe de travail RYCO a été très constructive et professionnelle. Une collaboration empreinte de confiance et dotée d'une qualité interculturelle est née au cours du voyage d'étude et du mandat du groupe de travail RYCO (la composition des deux groupes n'était pas exactement identique). Cela se reflète au niveau du large consensus atteint par rapport aux différentes interrogations qui se sont posées.

La coopération entre des représentants de la société civile et des émissaires gouvernementaux a également été une réussite et s'est déroulée en toute confiance.

Les concertations menées avec les gouvernements et la société civile entre chaque étape de travail ont été très intenses et aussi un succès. Dans un temps relativement court, le groupe de travail a produit un résultat appréciable.

Au moment de la rédaction de ce rapport, la création de l'Office régional de coopération pour la Jeunesse (Regional youth cooperation office - RYCO) a été signée par les Premiers ministres des pays concernés à l'occasion du troisième sommet des Balkans occidentaux à Paris le 4 juillet 2016 sur la base des conclusions du groupe de travail.

7 Perspectives 2016

L'OFAJ poursuivra en 2016 ses programmes d'échanges de manière engagée à l'adresse de jeunes citoyens de France, d'Allemagne et des Balkans occidentaux. Des participants d'Albanie seront également et enfin impliqués à la demande du gouvernement albanais qui a joué un rôle moteur dans le processus RYCO. Le renforcement de la coopération régionale par le biais de programmes multilatéraux, mais aussi la poursuite de projets pilotes sur des thématiques difficiles tels que l'échange franco-germano-serbo-kosovar portant sur la question des crimes de guerre et des tribunaux afférents en Europe après 1945 ou bien encore la suite de l'atelier « Memory Lab » qui a bien fonctionné et qui se déroulera pour la première fois en Serbie en 2016, seront au cœur des activités de l'Initiative l'année prochaine. Une rencontre franco-germano-serbe sur le dialogue concret autour des frontières et de la coopération transfrontalière est aussi prévue. Le programme sera conçu de telle sorte que les résultats du groupe seront rendus accessibles à un large public.

12 / 16

Des projets de coopération avec les ambassades de France et d'Allemagne sont également en cours de planification, par exemple à l'occasion de la journée franco-allemande.

Pour l'Initiative en Europe du Sud-Est, un défi particulier sera en 2016 la poursuite de la modération et de l'accompagnement du processus de création et de mise en œuvre de l'Office régional de coopération pour la Jeunesse tels que l'OFAJ en en a reçu le mandat lors du sommet des Balkans occidentaux à Vienne et à la demande du gouvernement français et du gouvernement allemand.

La création de RYCO en tant que projet dans le cadre du processus de Berlin représente une chance considérable dans la mesure où elle ouvre un nouveau chapitre dans le dialogue pacifique, constructif et interculturel entre de jeunes citoyens des Balkans occidentaux. Au-delà des échanges de jeunes, la création et, nous l'espérons, la concrétisation réussie de cette institution envoient un signal politique fort en termes de coopération régionale en Europe du Sud-Est.

A l'heure où nous célébrons le quinzième anniversaire de l'Initiative de l'OFAJ en Europe du Sud-Est et par là, l'excellent travail réalisé durant cette période par les organisations partenaires, l'OFAJ est fier d'avoir contribué de manière essentielle à cette évolution.

13 / 16

8 ANNEXES

Annexe I

Rapport : Le 15ème anniversaire de l'Initiative de l'Office franco-allemand pour la Jeunesse en Europe du Sud-Est



Table ronde avec Boris Tadic (ancien président de Serbie)
© Bujar Luma



Le groupe « Young Thinkers » dans les locaux d'Al-Jazeera
© Bujar Luma

A l'occasion du 15ème anniversaire de l'Initiative en Europe du Sud-Est, l'OFAJ a organisé une conférence régionale d'une durée d'une semaine à Sarajevo, en Bosnie-Herzégovine (07-12/06/2015).

La conférence intitulée « Oser plus de dialogue... - Renforcer les rencontres interculturelles de jeunes dans les Balkans occidentaux » a donné la chance à différentes organisations de jeunesse et ONG d'entrer en contact, de discuter et d'échanger leurs points de vue sur l'avenir des Balkans occidentaux.

La cérémonie de clôture s'est déroulée dans la Bibliothèque Nationale Vijecnica qui avait été détruite pendant la guerre civile le 11 juin 1992. Les participants ont eu la possibilité de présenter leurs résultats sous forme de communiqué. Un certain nombre de débats avec Boris Tadic, les ambassadeurs de France et d'Allemagne S.E. Claire Bodonyi et S.E. Christian Hellbach ainsi que les Secrétaires généraux de l'OFAJ, Markus Ingenlath et Béatrice Angrand, ont également eu lieu.

Les participants de la conférence régionale à Sarajevo étaient de jeunes citoyens de France, d'Allemagne, de Serbie, de Macédoine, du Kosovo et de Bosnie-Herzégovine, actifs au sein d'organisations de jeunesse ou ayant fondé leur propre structure.

Du 7 au 10 juin, les participants ont été divisés en plusieurs groupes et assisté à plusieurs ateliers couvrant des sujets tels que la montée du nationalisme en Europe, la liberté d'expression et de la presse ainsi que les méthodes de la réconciliation et la coopération en Europe. Afin de nourrir les discussions et d'amener les participants à appréhender d'autres aspects, des rencontres ont été organisées avec, entre autres, Doris Pack de la Fondation Konrad Adenauer et ancienne députée européenne, les Secrétaires généraux de l'OFAJ et les ministres de la Jeunesse des différents pays des Balkans occidentaux.

14 / 16

Dans la mesure où il y avait une centaine de participants originaires de 7 pays différents, les débats et les entretiens ont fait l'objet d'une traduction tout au long de la conférence, assurée par des interprètes professionnels.

Parallèlement aux ateliers, les Jeunes penseurs, un groupe de 15 personnes de France, d'Allemagne et de l'Europe du Sud-Est se sont réunis pour élaborer et présenter leurs idées relatives à un Office régional de coopération dans les Balkans et aux moyens d'améliorer la situation des jeunes dans cette partie du continent.

Les ateliers très animés tout comme les discussions avec les experts ont abouti à d'excellents résultats. Ces derniers ont été saisis de façon très artistique et créative par Benjamin Felis qui est un scribe et facilitateur visuel professionnel.

Au terme de la conférence régionale, ils ont été exposés dans le hall d'entrée de la Bibliothèque Nationale. Reflétant l'esprit de la conférence, le dessin montre deux mains tendues l'une vers l'autre.

Par ailleurs, les participants se sont accordés sur quelques revendications très fortes :

Ils ont appelé à la création d'offices pour la jeunesse de dimension régionale dédiés aux échanges de jeunes et réaffirmant l'importance de la mobilité qui permet l'expérience individuelle d'autres cultures. Ils ont encouragé la classe politique à écouter davantage les jeunes voix critiques et recommandé plus d'échanges formels et non formels entre les jeunes actifs et les acteurs politiques.

Enfin, et c'est le plus important, les participants de la conférence et les personnes présentes à la cérémonie de clôture ont convenu du fait que l'Europe a besoin d'une approche plus intégrative et qu'elle devrait soutenir davantage les migrants et les réfugiés vivant sur son sol. Comme les Secrétaires généraux l'ont dit: « A l'heure où l'on assiste au retour du nationalisme et du populisme en Europe [...] il est plus essentiel que jamais de faire prendre conscience à la jeunesse de l'histoire européenne et de sa responsabilité quant à l'avenir commun de l'Europe. »

Nous devrions tous nous voir comme des citoyens européens qui aspirent à une société basée sur les droits humains universels. La solidarité, l'acceptation mutuelle et la tolérance sont les valeurs essentielles d'une communauté reposant sur une coopération durable entre les citoyens et nos sociétés.



Le groupe des « Young Thinkers »

© Bujar Luma

15 / 16

Annexe II

« Une justice sans réconciliation? – Crimes de guerre et procès pour crimes de guerre en Europe depuis 1945 »

(Extrait du rapport du Max Mannheimer Studienzentrum – le séminaire décrit ci-après s’est déroulé au Mannheimer Studienzentrum du 3 au 11 novembre 2015 à Dachau, Ludwigsburg et La Haye.)

La question centrale du projet est de savoir quel est l’impact ou l’importance des procès pour crimes de guerre en termes de réflexion sur le passé et des processus de réconciliation et de consolidation des sociétés en Europe après 1945. Une problématique apparaît déjà clairement : pour pouvoir répondre à cette question, il faut d’abord se pencher sur ce que l’on entend vraiment par « la réflexion sur le passé », la « réconciliation » et la « consolidation ». L’objectif n’est donc pas de répondre sans équivoque à cette interrogation, mais d’amener les participants à mener une réflexion et un échange intensifs sur ces questionnements dans toute leur complexité. Cela nous semble particulièrement important car c’est seulement ainsi que l’on peut, dans un premier temps, poser un regard critique sur la façon dont le passé national-socialiste a été traité en Allemagne. Dans un deuxième temps, il convient d’examiner les conflits de mémoire principaux en France (traitement de la collaboration pendant la Seconde Guerre mondiale/traitement de l’histoire coloniale française). Troisièmement, il s’agit, au regard de la thématique, de débattre des problèmes actuels liés au traitement juridique des guerres en ex-Yougoslavie (notamment la guerre au Kosovo) et à leurs représentations médiatiques. Comme une partie du groupe vient de Serbie et du Kosovo, la situation actuelle dans les pays joue un grand rôle. Durant la première phase du séminaire, nous nous sommes focalisés sur deux points. D’une part, nous nous sommes penchés intensivement sur la condamnation des crimes nazis et d’autre part, nous avons visité le Tribunal pénal international pour l’ex-Yougoslavie à La Haye afin de découvrir un instrument spécifique de la sanction pénale des crimes de guerre. L’on compte au nombre des objectifs de transmission à Dachau et à Ludwigsburg : des connaissances historiques sur les crimes et les criminels nazis, un savoir historique sur des procès spécifiques (procès de Dachau, de Nuremberg et d’Auschwitz), la découverte des différentes phases de la poursuite pénale en Allemagne et sa signification dans la société, une vue d’ensemble sur l’évolution historique du droit pénal international. Au niveau de la dynamique de groupe, les objectifs comprennent : le fait pour les participants d’apprendre à se connaître, l’intégration du groupe. Concernant les objectifs de transmission à La Haye, il s’agit d’appréhender l’histoire et la pratique du TPIY ainsi que les différents regards portés sur le Tribunal et son travail. Les autres buts en termes de dynamique de groupe sont de permettre une réflexion sur les perspectives diverses et en partie contraires attachées à l’action du TPIY et sur les processus régionaux de traitement du passé en Serbie et au Kosovo.

Programme réalisé

A Dachau, nous sommes entrés dans la thématique par le biais des intérêts et motivation personnels des participants. Nous leur avons demandé en amont de formuler des questions concrètes afin de saisir leurs attentes au niveau du contenu et les connaissances préalables dont ils disposent. Nous avons présenté et agencé ces questions en plénière pour en obtenir une vue d’ensemble et pouvoir réagir sur les attentes. A l’aide de l’exercice de positionnement intitulé « le baromètre d’opinion », nous avons entamé la discussion sur les rapports entre le droit, la justice et la réconciliation. Ensuite, en petits groupes, nous avons retracé au moyen de documents historiques les principes fondamentaux du droit pénal international et son évolution. Enfin, nous nous sommes penchés sur l’histoire des crimes nazis et des camps de concentration avec l’exercice

16 / 16

pédagogique pratiqué dans les lieux de mémoire « La question qui se pose ». Le jour suivant, nous avons approfondi la thématique des criminels lors d'une visite guidée dans l'ancien camp de concentration et mémorial de Dachau. Les participants ont eu en outre la possibilité de le parcourir individuellement. L'après-midi, M. Robert Sigel a été invité au Centre d'études pour faire un exposé sur les procès de Dachau et leur impact. Le soir, cette présentation a été classée dans le tableau retraçant les différentes phases des sanctions pénales. Ensuite, Nicolas Moll a explicité les conséquences des crimes sur la société au moyen du média filmographique. Le jour d'après, nous avons quitté Dachau en direction de Ludwigsburg où nous avons découvert, avec la Centrale régionale de l'administration juridique du Land (*Zentrale Stelle der Landesjustizverwaltungen*), une institution importante en termes de poursuite pénale en Allemagne. La première partie du séminaire a fait l'objet d'une évaluation écrite conduite à Stuttgart en préalable au voyage à destination de La Haye. Les participants ont d'abord dû répondre individuellement aux trois questions suivantes : Qu'est-ce que j'ai appris ? Qu'est-ce qui était nouveau ? Qu'est-ce qui m'a troublé ? Les réponses ont été discutées en petits groupes, puis rassemblées en plénière. Ainsi s'est conclue la partie en Allemagne consacrée aux crimes nazis. A La Haye, nous avons commencé dans la matinée par un exposé sur l'évolution du droit pénal après 1945 en nous focalisant sur la création du TPIY et du Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR). Nous avons également discuté des attentes et des représentations existantes par rapport à la visite du TPIY, ce qui était essentiel en raison des regards spécifiques portés sur le Tribunal en Serbie et au Kosovo. Le programme de la visite du TPIY comprenait plusieurs sessions au cours desquelles nous avons découvert tous les secteurs d'importance comme par exemple le département de recherche, l'accusation, les juges, l'accompagnement des témoins et le service de presse et de formation. Nous avons en outre parlé de la transformation du TPIY et du TPIR d'après les „Mechanism of International Criminal Tribunals" (MICT). Nous avons aussi rencontré Mirko Klarin de l'agence de presse *senso* qui, depuis le début des audiences, fait un compte-rendu pour le moins critique sur le TPIY. Une expérience notable pour tous les participants comme pour l'équipe a été d'assister à une audience du procès en cours contre Ratko Mladic. Avec le journaliste néerlandais Joost van Edmonds, nous avons analysé le contenu du programme au TPIY à l'occasion d'une discussion sur la signification et l'impact des procès. Pour terminer, il a été tiré un bilan écrit de la deuxième phase ainsi que de l'ensemble du séminaire.

Qualité pédagogique

Afin d'assurer la qualité pédagogique, nous avons fait appel à Frank Morawietz en tant que formateur interculturel et à Nicolas Moll qui a accompagné le projet en qualité qu'expert. Les autres animateurs avaient déjà travaillé ensemble dans le passé sur des programmes similaires et ils ont également pris en charge des tâches d'ordre pédagogique et didactique. Les objectifs de transmission ont été contrôlés au moyen d'une évaluation intermédiaire et finale. Le résultat a été positif, seule la densité du programme a été critiquée. Pour les participants non allemands, il était important de découvrir l'histoire de la sanction pénale des crimes du national-socialisme en Allemagne dans toute sa complexité. La visite du TPIY, notamment pendant une audience, est apparue comme exceptionnelle pour tous les participants. Ceux-ci auraient aussi souhaité approfondir davantage certains points de programme et avoir plus de temps pour des discussions en groupe. Du point de vue de l'équipe, le programme a été une réussite. Les objectifs au niveau du contenu ont pu être mis en œuvre. Le séminaire avait aussi une fonction introductive de telle sorte que de nombreux aspects pourront être repris et approfondis lors des prochaines phases. L'équipe accueille très volontiers la suggestion de prévoir plus de discussions en groupe et par là un rôle plus actif des participants. Une des participantes a exprimé à plusieurs reprises une opinion nationaliste. Nous y voyons

17 / 16

une source de conflit potentiel dans le groupe et nous continuerons à observer cette situation.

Relations publiques : au cours de la visite au TPIY, un bref compte-rendu sur le groupe a été réalisé par le biais du programme outreach du TPIY :
<https://www.youtube.com/watch?v=ItWi29Ef5W8>